



**Industrie ; Cabinet et services rattachés au Ministre ; Conseil
général des mines (1953-1978)**

Répertoire (19810586/1-19810586/13)

Archives nationales (France)
Pierrefitte-sur-Seine
1981

INTRODUCTION

Référence

19810586/1-19810586/13

Niveau de description

fonds

Intitulé

Industrie ; Cabinet et services rattachés au Ministre ; Conseil général des mines

Intitulé

Industrie ; mines

Date(s) extrême(s)

1953-1978

Présentation du contenu

INTRODUCTION :

Le présent inventaire rend compte d'un versement de vingt-neuf cartons, effectué en avril 1978 à la Mission des Archives nationales auprès du ministère de l'Industrie par la Direction des mines, héritière principale de l'ancienne Direction de la technologie, de l'environnement industriel et des mines (D.I.T.E.I.M.).

L'originalité majeure du fonds considéré réside dans le fait qu'il s'agit à la fois des archives d'une fonction (la tutelle des écoles des mines) et de celles d'un fonctionnaire, M. CLAUDE MAURY. Ce trait explique la relative hétérogénéité des documents et justifie une rapide définition des parties intéressées.

LA D.I.T.E.I.M.

La D.I.T.E.I.M. naît en 1970 à l'occasion d'une refonte générale des structures du ministère de l'Industrie. A l'ancienne Direction des mines, dépendant du Secrétariat général de l'énergie, succède la D.I.T.E.I.M., rattachée à la Direction industrielle.

Cette réforme traduit administrativement l'importance du mouvement d'expansion économique commencé pendant l'été 1968 et arrêté brutalement en 1975. L'Etat cherche à se donner les moyens de contrôler et d'orienter efficacement l'effort industriel, comme en témoigne la substitution à la Direction des mines de la D.I.T.E.I.M., dont l'intitulé annonce l'ambition des objectifs. La D.I.T.E.I.M. a en effet pour mission, outre son rôle traditionnel d'animation de la politique minéralogique française, de "promouvoir le développement technologique de l'industrie, en particulier par la formation et le perfectionnement des hommes, par l'amélioration des liaisons entre l'enseignement, la recherche et l'industrie, et par une meilleure valorisation des résultats de la recherche dans l'industrie" Bottin administratif., éd. 1971, p. 285. . Cependant l'ancienne dénomination de Direction des mines, quoiqu'inexacte, reste fréquemment employée.

En 1975, la Direction des mines est recrée, reprenant les attributions de la D.I.T.E.I.M. Il n'est pas indifférent de noter que la courte existence de cette dernière correspond aux années 1970-1975, ère de spectaculaire développement économique, que les spécialistes ont baptisée, peut-être un peu hâtivement, "période japonaise de l'économie française".

CLAUDE MAURY

M. CLAUDE MAURY, ingénieur des mines, est chargé de mission et adjoint au directeur de la D.I.T.E.I.M., M. JEAN-CLAUDE SORE de 1972 à 1978. Il est spécialement chargé de la tutelle des écoles des mines, fonction qu'il faut entendre au sens large : il ne se contente pas de représenter l'autorité centrale de contrôle, il joue aussi un rôle essentiel d'animation et de relation, contribuant directement à l'ouverture des écoles des mines vers l'industrie et établissant des liens étroits avec l'enseignement supérieur industriel (D.I.T.E.I.M. de gestion 2002) aux Archives nationales et est connu de la norme ISA-D (G) et aux registres d'opération de la D.I.T.E.I.M. (de gestion 2002) aux Archives nationales.

documents consacrés à la tutelle proprement dite des écoles des mines, d'importants dossiers sur ce que l'on peut bien appeler leur promotion dans l'industrie et leur collaboration avec les instituts spécialisés dans l'enseignement de la gestion.

Après son départ, M. MAURY ne reçoit pas de successeur en titre. Le présent fonds représente par conséquent un exemple curieux où la fonction et le fonctionnaire qui l'assume ne font qu'un. Auparavant la tutelle des écoles des mines était exercée par le Service du personnel et du budget de la Direction des mines.

LES ECOLES DES MINES

Les deux écoles nationales supérieures des mines (Paris et Saint-Etienne) et les deux écoles nationales techniques des mines (Douai et Alès) sont des services extérieurs de l'Etat, relevant de la D.I.T.E.I.M. Il n'y a pas lieu d'en faire ici l'histoire, mais il convient de mettre les chercheurs en garde contre une interprétation trop restrictive de l'appellation même d'école des mines : ces quatre établissements ne forment plus seulement les cadres de l'exploitation des ressources minières ; l'évolution des besoins énergétiques les contraint en effet à rechercher pour leurs élèves de nouveaux débouchés - et par conséquent à y adapter leurs enseignements - par exemple vers l'industrie chimique, la recherche fondamentale et appliquée, ou l'informatique.

Commencée depuis déjà quelque temps, cette évolution est particulièrement évidente dans les années 1970-1978, et M. MAURY y joue un rôle de premier plan. Elle provoque un certain nombre d'initiatives que le chercheur doit connaître : création à partir de 1970 du complexe de Sophia - Antipolis à Valbonne (Alpes-Maritimes), vaste centre international de recherche technique et scientifique ; nomination de deux commissions qui travaillent en 1970-1971 : le groupe Dejou, chargé d'examiner l'activité et l'orientation de la recherche, liée à la formation des ingénieurs, et le groupe Bissonnet, destiné à préparer un nouveau statut des écoles des mines ; activité d'Armines (dénomination de l'Association pour la recherche et le développement des méthodes et processus industriels), organisme se proposant de faire converger la recherche théorique dans les écoles des mines et l'innovation industrielle.

L'école nationale supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy (E.N.S.M.I.N.) relève statutairement du secrétariat d'Etat aux Universités, mais ses liens avec les autres écoles des mines sont évidemment très étroits et la D.I.T.E.I.M. lui porte un intérêt particulier. Son dossier qui témoigne de cette sollicitude, mérite d'être conservé, d'autant plus que l'E.N.S.M.I.M. traverse à partir de 1969 une période de transition : le décret 69-930 du 14 octobre 1969 crée l'Institut national polytechnique de Nancy, rassemblant l'E.N.S.M.I.M. et divers établissements scientifiques (l'école de géologie, l'école de chimie, etc...), réforme très contestée par les intéressés et suivie de fort près par la D.I.T.E.I.M.

PRESENTATION MATERIELLE DU FONDS ET ELIMINATION

Les documents du présent fonds sont en majorité très récents. Si les dates extrêmes offrent une "fourchette" relativement ouverte (1953-1978), l'essentiel de la documentation concerne les années 1970-1977. Le créateur du fonds a naturellement hérité d'un arriéré, d'ailleurs restreint : de même les archives les plus récentes lui sont postérieures, mais chronologiquement, ce que l'on est tenté d'appeler le "fonds Maury" correspond avec précision à l'existence de la D.I.T.E.I.M.

Les mauvaises conditions du versement expliquent à elles-seules le grand désordre du fonds. Celui-ci occupait deux armoire que l'administration décida de reprendre. La mission des Archives nationales auprès du ministère de l'Industrie dut intervenir en hâte pour sauver de la destruction les documents qui furent empliés sans méthode dans les cartons, accompagnés d'un bordereau de versement laconique, où ne figurait aucune stipulation de l'Administration quant aux délais de conservation et de communication.

L'administration des Archives nationales a donc dû procéder à des éliminations de son propre chef, s'y estimant autorisée par l'indifférence du service versant. Les éliminations se sont donc inspirées davantage des intérêts de la recherche historique que d'une éventuelle utilisation administrative, sans que ce dernier critère ait été négligé pour autant. S'imposant le plus souvent d'elles-mêmes elles ont porté essentiellement sur des dossiers d'intérêt purement ponctuel (les voyages d'étude à l'étranger, par exemple), sur ceux se rapprochant à l'enseignement industriel ou financier qui relève du ministère de l'Education et sur l'énorme documentation imprimée, ce qui, joint aux doubles, représente environ 75 % du fonds dans son état primitif.

ENVIRONNEMENT ET INTERET DU FONDS

Le présent versement succède à celui de juin 1976 à la Cité des Archives contemporaines de Fontainebleau, fait par le Service du personnel et du budget de la Direction des mines, qui exerçait auparavant sa tutelle sur les écoles des mines. Ce précédent versement, côté IND 21 380 à 21 383 II en existe un inventaire dactylographié, dressé en décembre 1978 par la Cité des Archives contemporaines. , concernait entre autres les quatre écoles des mines depuis le début du siècle :

- Paris (1901-1966)
- Saint-Etienne (1907-1967)
- Douai (1878-1962)
- Alès (1907-1967)

et

- Nancy (1919-1969)

On peut donc constater qu'il n'existe pratiquement pas de solution de continuité entre les versements, ce qui en augmente l'intérêt.

Nombre de sujets chevauchent plusieurs articles. Ainsi le dossier concernant les événements de mai-juin 1968 doit être complété par la documentation réunie par la Commission Dejou, qui se révèle d'autre part fort précieuse pour l'étude du VIème Plan, des questions immobilières, etc. De même, les dossiers particuliers des budgets des écoles, assez lacunaires, peuvent trouver leurs compléments dans les dossiers généraux sur les budgets, particulièrement riches. Les dossiers relatifs aux réunions des conseils d'administration et des conseils de perfectionnement des écoles contiennent ordinairement des documents préparatoires à la réunion concernée, extrêmement intéressants, mais non le procès-verbal de la réunion que l'on pourra trouver parmi les documents préparatoires de la réunion suivante.

Les documents concernant la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (F.N.E.G.E.) ont été conservés. Il a paru que cet organisme jouait un rôle trop important d'intermédiaire entre le ministère de l'Industrie et l'enseignement privé de gestion pour que l'on pût détruire des archives que le chercheur aura peu de chances de trouver ailleurs. Les rapports étroits que le ministère entretient avec la F.N.E.G.E. sont officialisés et précisés par une convention conclue en 1971. .

Au total le fond apporte de précieux renseignements non seulement sur les écoles des mines, mais aussi, à travers leur évolution, sur la politique de l'Etat dans les deux phases successives de prospérité et de dépression économique qui marquent les années 1970-1977. Dans les années d'euphorie, le pouvoir manifeste avant tout un souci marqué d'efficacité et de diversification ; il se préoccupe davantage des élèves, de leur vie matérielle (comme en témoignent les constructions de maisons d'élèves à Douai et Alès), de leurs études et de leurs débouchés. Il s'agit de créer un corps de techniciens solides et compétitifs (la documentation sur l'Etranger est significative), ce qui explique l'intérêt porté à l'enseignement des écoles de gestion. A partir de 1975, les questions énergétiques semblent constituer l'essentiel des préoccupations gouvernementales, ce qui ne saurait surprendre.

L'administration versante n'ayant formulé aucune exigence, le présent fonds tombe intégralement dans le droit commun et sera communicable dans un délai de trente années suivant la date d'origine des documents, sauf modification législative ou réglementaire.

Le présent travail s'est inspiré des propositions du groupe de travail "Inventaires", créé aux Archives nationales pour tenter d'unifier la rédaction des instruments de recherche. En attendant l'établissement de normes définitives, l'inventaire proposé ici souhaite offrir aux chercheurs la rigueur et la clarté qui leur permettra l'approche aisée d'un fonds particulièrement utile à la connaissance de la politique industrielle française de 1970 à 1977.

SOMMAIRE

Tutelle des écoles des mines. 1963-1978 (1-16)

- 1-3. Politique générale. 1963-1976
- 4-6. Commissions d'études : groupes Dejou et Bissonnet. 1965-1971
- 7-8. Armines. 1968-1975
- 9. Sophia-Antipolis. 1969-1973, 1976
- 10-15. Budgets des écoles des mines. 1966-1978

16. Divers. 1965 - 1974

Ecoles des mines, dossiers particuliers. 1953-1976 (17-32)

17-20. Paris. 1968-1976

21-23. Saint-Etienne. 1968-1976

24-28 Douai. 1953-1973

29-31 Alès. 1963-1976

32. Nancy. 1969-1976

Formation des ingénieurs et relations avec l'enseignement industriel. 1966-1977 (33-42)

33-34. Evolution générale des écoles d'ingénieurs. 1966-1976

35-42. Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (F.N.E.G.E.). 1970-1977

REPERTOIRE DES SIGLES

Le nombre des sigles et les ressemblances existant entre plusieurs d'entre eux ont rendu nécessaire l'établissement d'un répertoire, au moins pour les plus usités (qui sont en majorité les sigles d'établissements d'enseignement). D'autre part, il a paru qu'il n'était pas inutile pour la recherche future d'insérer au présent tableau un certain nombre de sigles qui ne figurent ni dans l'inventaire ni dans son introduction, mais que le lecteur rencontrera à chaque instant dans les dossiers correspondants.

A.D.E.P. Agence nationale pour le développement de l'éducation permanente.

ARMINES Association pour la recherche et le développement des méthodes et processus industriels.

C.A.P.I. Crédit d'action de politique industrielle.

C.E.F.A.G.I. Centre d'études et de formation des assistants en gestion industrielle.

C.E.R.E.Q. Centre d'études et de recherches sur les qualifications.

C.E.R.M.A. Centre d'études et de recherches de mécanique appliquée.

C.E.S.A. Centre d'enseignement supérieur des affaires.

C.E.S.I Centre d'études supérieures industrielles.

C.F.S.M. Centre de formation supérieure de management.

C.N.I.F. Conseil national des ingénieurs français.

C.N.I.P.E. Centre national d'information pour le progrès économique.

E.B.S. European Business School.

E.N.S.M.I.M. Ecole nationale supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy.

E.N.S.M.P. Ecole nationale supérieure des mines de Paris.

E.N.S.M.S.E. Ecole nationale supérieure des mines de Saint-Etienne.

E.N.T.M.A. Ecole nationale technique des mines d'Alès.

E.N.T.M.D. Ecole nationale technique des mines de Douai.

F.N.E.G.E. Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises.

G.R.A.M. Groupe de réflexion des arrondissements minéralogiques.

I.N.S.E.A.D. Institut européen d'administration des affaires.

Sommaire Art 1-13 (IND 81/08). Archives de M. Claude Maury adjoint au directeur, chargé de la tutelle des écoles des mines. Art 1-6 : Généralités sur la tutelle, 1963-1978. Art 6-11 : Dossiers particuliers par école : Dossiers 17-20 Paris, dossiers 21-23 Saint-Etienne, dossiers 24-28 Douai, dossiers 29-31 Ales, dossier 32 Nancy, 1953-1976. Art 11-13 : Formation des ingénieurs des mines et relations avec l'enseignement industriel, 1966-1977

Nom du producteur

- [Conseil général des mines](#)

Localisation physique

Pierrefitte

Termes d'indexation

grande école; formation professionnelle; établissement d'enseignement; enseignement supérieur; ingénieur; tutelle;
Maury, Jean-Claude

Répertoire (19810586/1-19810586/13)

19810586/1

IND/81/08 1

1-16 Ecoles des mines. Dossiers généraux. 1963-1978

1. Politique générale. 1968-1972
2. Préparation des Vème et Vème Plans. 1963-1967 1969-1970

19810586/2

IND/81/08 2

3. Politique de l'informatique. 1969-1976
4. Groupe Bissonnet. Travaux et documentation. 1965-1971
- 5-6 Groupe Dejou. 1970-1971
- 5 - Documentation générale. 1968-1971
- Documentation sur l'Ecole des mines de Paris. 1968-1971
- 6 - Travaux et rapports. 1970-1971
- 7-8 Armines. 1968-1975

19810586/3

IND/81/08 3

- 7 - Conseils et assemblées : documents préparatoires et procès-verbaux. 1969-1975
- 8 - Evolution. 1969-1972
- Rapports avec les écoles des mines. 1969-1971
- Documentation. 1968-1970
- Convention de 1972. 1972
9. Sophia - Antipolis. 1969-1973, 1976
- 10-15 Budgets des écoles des mines. 1966-1978

19810586/4

IND/81/08 4

10. Gestion d'ensemble. 1966-1974
- Documents budgétaires. 1966-1971
- Comptes de gestion des écoles. 1968-1970
- Analyse du coût des écoles. 1970-1974
11. Dossiers généraux. 1970-1976
- Budgets. 1970-1973
- Dossiers de gestion budgétaire. 1973-1976
12. Budget. 1974

19810586/5

IND/81/08 5

13. Budget. 1975
14. Budgets. 1976-1978
15. Dossiers par écoles. 1967-1978
- Paris. 1976-1978
- Saint-Etienne. 1967, 1969 1972-1974, 1976
- Douai. 1969, 1973 1976-1977

- Alès. 1972-1977

19810586/6

IND/81/08 6

16. Divers. 1965-1974

- Réunions inter-écoles. 1966-1974
- Problèmes immobiliers. 1965-1972
- Evènements de mai-juin 1968.

17 - 32 Ecoles des mines. Dossiers particuliers. 1953-1976

17 - 20 Ecole nationale supérieure des mines de Paris. 1968-1976

17. Conseil de perfectionnement. 1968-1973

18. Conseil de perfectionnement. 1974-1976

19810586/7

IND/81/08 7

19. Implantation à Fontainebleau. 1968-1972

20. Divers. 1968-1976

- Projet de centre de calcul commun avec le ministère de l'Industrie. 1975-1976
- Lancement d'un programme pluriannuel. 1971
- Enseignement et recherche géologiques. 1968-1969

21-23 Ecole nationale supérieure des mines de Saint-Etienne. 1968-1976

21. Conseils d'administration et conseils de perfectionnement. 1970-1976

19810586/8

IND/81/08 8

22. Développement administratif de l'école. 1968-1973

- Préparation du VIème Plan. 1968-1973
- Commission Dejou. 1971

23. Evolution scientifique de l'école. 1968-1976

- Questions scientifiques. 1968-1973
- Problèmes, doléances et projets. 1970-1976

24-28. Ecole nationale technique des mines de Douai. 1953-1976

24. Documentation sur l'école. 1953-1973

25. Conseils de perfectionnement et comités d'enseignement. 1969-1976

19810586/9

IND/81/08 9

26. Questions pédagogiques. 1968-1976

- Programmes et perspectives. 1968-1976
- Formation continue. 1971-1974

27. Divers. 1967-1976

- Administration de l'école. 1968-1976
- Développement des centres de recherche. 1967-1973

28. Questions annexes. 1973-1977

- Réunions des directeurs d'écoles d'ingénieurs de la région Nord-Pas-de-Calais. 1974-1977
- Construction et gestion de la maison des élèves. 1973-1975

19810586/10

IND/81/08 10

29-31. Ecole nationale technique des mines d'Alès. 1963-1976

29. Conseils de perfectionnement et comités d'enseignement. 1972-1976

30. Construction et gestion de la maison des élèves. 1973-1976

31. Divers. ALÉS 1963-1976

- Reconstruction de l'école. Cérémonie de la pose de la première pierre. 1963

- Préparation du VIème Plan. 1970

- Lettre anonyme au ministre de tutelle. 1972

- Programmes et questions scolaires. 1972-1973

- Documentation sur l'école. 1968-1975

- Réforme du statut de l'école. 1976

- Questions administratives et scientifiques. 1970-1976

19810586/11

IND/81/08 11

32. Ecole nationale supérieure de la métallurgie et de l'industrie des mines de Nancy. 1969-1976

- Conseil d'administration, de perfectionnement et autres organismes de gestion. 1970-1976

- Modification au statut de l'école. 1969-1971

33 - 42. Formation des ingénieurs et relations avec l'enseignement industriel. 1966-1977

33. Evolution des écoles d'ingénieurs. 1966-1976

- Evolution générale. 1966-1971

- Energie et formation, introduction d'un enseignement sur les problèmes énergétiques dans les écoles d'ingénieurs. 1974-1975

- Politique de recherche. 1975-1976

34. Equipement et projets de recherche dans les écoles d'ingénieurs. 1973-1976

- Equipement des écoles : demandes diverses. 1973-1975

- Recherche appliquée dans les écoles d'ingénieurs : projets de contrats-programmes. 1976

19810586/12

IND/81/08 12

35-42. Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises (F.N.E.G.E.). 1970-1977

35. Conseils d'administration. 1970

36. Conseils d'administration. 1971

37. Conseils d'administration. 1972

19810586/13

IND/81/08 13

38. Conseils d'administration. 1973-1975

39. Conseils d'administration. 1976-1977

40. Convention de 1971 avec le ministère du Développement industriel et scientifique et financement de la F.N.E.G.E. 1970-1971

41 Questions financières. 1972-1977

42. Budgets. 1974-1976